

Transferts publics et adaptations des ménages agricoles au processus de libéralisation au Sud du Mexique

Éric Léonard*, Rafael Palma**, Virginie Brun***

L'ajustement structurel des ménages agricoles mexicains dans le contexte de l'insertion compétitive

Depuis la ratification de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), en 1994, l'agriculture mexicaine est engagée dans un processus radical d'insertion compétitive. Ce processus met en jeu un tissu dense de petites exploitations familiales faiblement dotées en capital¹. Ce secteur a été exposé au démantèlement de l'ensemble des protections dont il avait bénéficié au cours du demi-siècle précédent (système administré de prix, Crédit agricole, encadrement technique et commercial). Toutefois, cet ajustement structurel a été accompagné par des interventions publiques qui visaient aussi bien à contenir le développement de la pauvreté qu'à favoriser la modernisation des exploitations agricoles et la diversification de leurs sources de revenus.

L'agriculture a récemment été remise à l'ordre du jour du débat international sur le développement, avec la reconnaissance de son rôle décisif dans la croissance économique et la lutte contre la pauvreté. Le *World Development Report 2008* [World Bank, 2007] préconise ainsi un ensemble de mesures destinées à renforcer l'agriculture des pays du Sud, en adoptant une perspective évolutionniste du développement, selon laquelle le Mexique relèverait d'un « monde urbanisé », où les voies de sortie de la pauvreté rurale s'inscrivent dans un schéma trimodal : la spécialisation agricole via l'insertion des ménages ruraux dans les chaînes de valeur agroalimentaires ; la diversification des activités rurales, principalement à travers le salariat agricole et non agricole ; et la sortie de l'agriculture et du monde

* IRD, UMR GRED, Montpellier.

** Universidad Veracruzana, Xalapa, Mexique.

*** Centre d'études mexicaines et centraméricaines (CEMCA), Mexico.

1. Le recensement agricole de 2007 fait état de 5,55 millions d'exploitations agricoles, dont 4,05 millions (73 %) sont établies dans des communautés agraires, les *ejidos*, issues de la réforme agraire. La surface moyenne des exploitations *ejidales* est de 10 has, contre le double exactement pour la moyenne nationale (47,8 has dans le secteur non réformé) [INEGI, 2007].

rural [World Bank, 2007, p. 72-75]. La diversification des sources de revenus, *on* et *off farm*, sur l'espace rural et par la migration, est ainsi considérée comme un facteur majeur d'amélioration des conditions de vie des ménages [Foster, Rovensweig, 2004 ; McCulloch, Weisbrod, Timmer, 2007].

Dans cet article, nous tenterons de cerner la réalité de ces évolutions, en nous intéressant à une région qui se caractérise à la fois par la petite taille des structures d'exploitation et par le maintien de l'orientation agricole des économies familiales, dont l'activité dominante, la production de maïs pour le marché national, semble avoir été peu affectée par le processus de libéralisation. Nous examinerons cette situation non anticipée [Nadal, 2000 ; Lederman, Maloney, Servén, 2005] en référence au rôle joué par le redéploiement des politiques publiques destinées aux ménages ruraux pauvres. Nous chercherons à évaluer la capacité de ces politiques à accompagner l'ajustement structurel des petites exploitations familiales, en référence au schéma trimodal proposé par la Banque mondiale et en posant la question des « impasses de transition » [Kydd, 2002 ; Losch, Fréguin-Gresh, White, 2012] susceptibles de le remettre en cause.

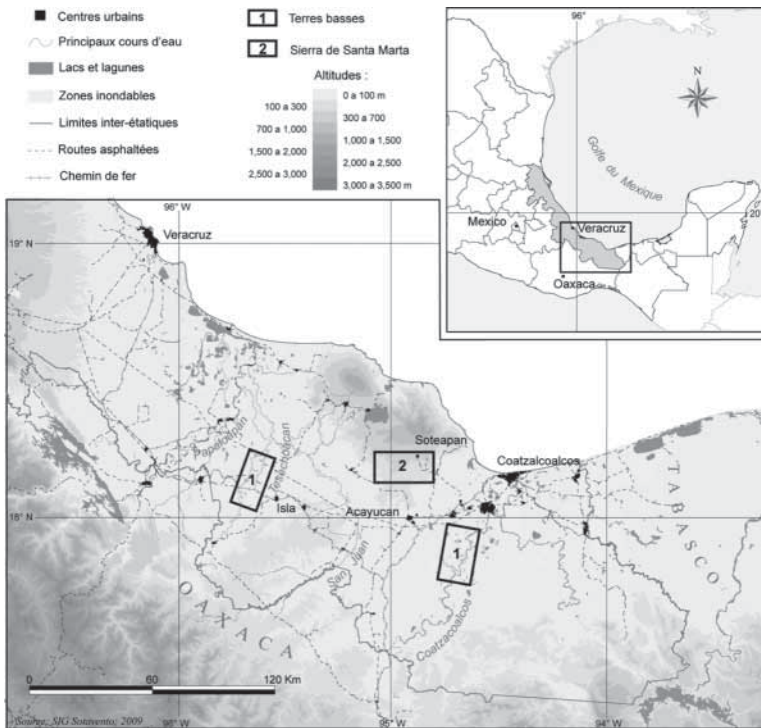
Notre analyse s'appuie sur des données concernant la structure des activités et des revenus des ménages de deux zones agricoles du Sud Veracruz. Ces données sont issues d'une enquête menée en mars 2008 auprès d'un échantillon de 320 ménages ruraux, dans le cadre d'un projet de recherche comparative visant à cerner les incidences structurelles des processus de libéralisation sur les organisations rurales dans sept pays du Sud². La sélection des zones d'enquête au Mexique a été guidée par le souci de focaliser l'étude de cas sur le secteur de la production de maïs, qui est à la fois la base de l'activité de la majorité des ménages ruraux mexicains et l'un des plus exposés au processus de libéralisation [de Ita Rubio, 2003 ; Zahniser, Coyle, 2004 ; Brun, 2008]³. Les localités enquêtées réunissent des caractéristiques de persistance de la spécialisation dans la culture du maïs et de prédominance des petites exploitations familiales, avec une surface moyenne inférieure à 5 ha. L'échantillon réunit donc des caractéristiques de forte exposition au processus de libéralisation, dont il s'est agi de percevoir les incidences.

2. Mexique, Nicaragua, Maroc, Mali, Sénégal, Kenya et Madagascar. Le programme *RuralStruc Structural Dimensions of Liberalisation on Agriculture and Rural Development*, a été dirigé par B. Losch et financé par la Banque mondiale, la Coopération française et le FIDA [Losh, Fréguin-Gresh, White, 2012]. L'étude de cas mexicaine a été coordonnée par F. Saavedra et F. Rello.

3. Cinq localités ont été sélectionnées à l'échelle de chacune des deux zones abordées dans le Sud Veracruz, selon des critères de taille (entre 500 et 3 000 habitants, de façon à permettre un échantillonnage de 20 à 100 ménages pour chaque localité – selon un ratio de 5 résidents par ménage et un tirage aléatoire de 15 % du total) et de représentativité du point de vue de la prévalence des petites exploitations familiales. L'enquête a été réalisée par entrevue unique du chef de ménage et, dans la mesure du possible, de son conjoint. Le questionnaire appliqué concernait les caractéristiques du ménage (structure, relations de parenté, activités et emploi des membres, migration) ; ses actifs (accès à la terre, biens mobiliers et immobiliers, équipements) ; les systèmes de production agricole, de transformation et de mise en marché ; les sources et les niveaux des revenus non agricoles ; et les dépenses (alimentation, santé, éducation, déplacements, etc.). Pour un état détaillé du cadre méthodologique du programme *RuralStruc*, voir Losch, Fréguin-Gresh, White [2012] et, pour l'étude de cas mexicaine, Saavedra, Rello [2010].

Cet objectif dynamique peut apparaître en discordance avec une méthodologie orientée vers l'analyse de données correspondant à une coupe transversale des structures de revenu. En cernant la variabilité de ces structures et l'hétérogénéité des revenus au moment de l'enquête, nous visons à tester la réalité de l'hypothèse d'évolution trimodale des organisations économiques domestiques et à en évaluer la pertinence du point de vue de la question du traitement de la pauvreté. Cette analyse s'appuie en outre sur des données qualitatives, issues de travaux de recherche antérieurs⁴, et de bases de données officielles, qui ont notamment permis d'interpréter les mécanismes d'allocation des ressources associées aux nouvelles politiques d'appui au secteur rural. Pour conduire l'analyse statistique descriptive, l'échantillon de 320 ménages a été stratifié en quintiles de revenu annuel, pondérés par leur taille (nombre équivalent-adulte). Chaque strate de revenu a été divisée en deux sous-échantillons correspondant aux deux zones prises en compte : 175 ménages dans la Sierra de Santa Marta, 145 dans les terres basses (figure 1).

Figure 1 – Localisation des zones d'étude



Sources : réalisation par les auteurs à partir du SIG Base Sotavento IRD-CEIAS.

4. Il s'agit d'un travail de thèse mené par V. Brun dans la zone des terres basses et de différents projets de recherche, conduits en partenariat avec le Centro de investigaciones y estudios superiores en antropología social (CIESAS), dans la Sierra de Santa Marta. Ces travaux concernent les processus d'insertion des exploitations familiales dans les chaînes de valeur agro-industrielles et les marchés de travail et se sont étendus sur la période 2003-2007 [Brun, 2008 ; Kuhfuss, 2007 ; Léonard, Quesnel, del Rey, 2005].

L'article est divisé en deux parties. Dans un premier temps, nous analyserons la structure des activités et des revenus des ménages, en cherchant à pointer les inégalités entre types de ménages et entre espaces de production, qui s'inscrivent dans le cadre de processus déjà mis en évidence à une échelle plus large [Nicita, 2004 ; Asuad Quintana, Ramírez Heznández, 2007]. Nous examinerons en particulier comment les différences de dotations peuvent expliquer les inégalités de revenus [Winters, Davis, Corral, 2002 ; Nicita, 2004]. Nous nous intéresserons ensuite au rôle joué par les politiques publiques, et plus particulièrement par les transferts directs ciblés vers des catégories particulières de la population, dans la formation des revenus et la réduction des niveaux de pauvreté [Sadoulet, Janvry, Davis, 2001 ; Rawlings, Rubio, 2003]. Cette analyse nous conduira à questionner le rôle de l'action publique dans l'accompagnement de la transition associée au processus d'insertion compétitive. Nous examinerons le rôle des transferts publics dans la réorganisation des structures d'activité et dans les dynamiques de différenciation socio-spatiale [Fox, Haight, 2010] au regard, en particulier, des inégalités de revenus.

La structure des revenus des ménages dans les zones d'étude : permanence de l'orientation agricole et inégalités de distribution

Le faible niveau de diversification des économies domestiques

Comme nous l'avons évoqué, l'enquête a concerné deux zones caractérisées par le maintien d'une forte activité agricole, essentiellement orientée vers la production de maïs, base de l'alimentation au Mexique. Alors que la période de libre-échange, depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA jusqu'à la hausse des prix internationaux de 2007, s'est caractérisée par des conditions de marché défavorables⁵, les deux zones ont connu un accroissement significatif de la surface en maïs et des niveaux de production (tableau 1). Cette tendance singulière a été particulièrement marquée à partir des années 2000, période au cours de laquelle la culture du maïs s'est étendue de 15 % dans l'ensemble des deux zones, alors qu'elle baissait de 18 % dans l'État de Veracruz⁶ [SIAP-SAGARPA, 2006]. Le maintien de la production céréalière répond à des facteurs distincts dans les deux zones. Les terres basses offrent des rentes absolues dérivant de la fertilité procurée par les crues annuelles des fleuves, d'une part, des économies d'échelle permises par la mécanisation sur des terrains plats, d'autre part (zone 1, figure 1). La Sierra de Santa Marta, une zone de basse montagne, se caractérise en revanche par la pulvérisation des structures foncières et le faible coût d'opportunité de la main-d'œuvre, du fait du faible niveau d'articulation de la région avec les marchés nationaux des produits frais et du travail (zone 2). Alors que les terres basses se prêtent à la mise en œuvre de nouveaux modèles techniques et de schémas

5. Durant la période 1994-2007, les prix réels du maïs ont perdu 60 % de leur valeur et le coût des principaux intrants a augmenté dans une proportion similaire. Voir à ce sujet Léonard, Palma [2002] ; de Ita Rubio [2003] ; Zahnisser, Coyle [2004] ; Brun [2008].

6. Passant de près de 623 000 hectares en 2000 à 546 300 hectares en 2007.

Tableau 1 – Évolution de la production de maïs dans les zones d'étude

	Terres basses*				Sierra Santa Marta**			
	Surface Maïs (Ha)	Production Maïs (T.)	Rendement (T.)	Prix (pesos 2007)	Surface Maïs (Ha)	Production Maïs (T.)	Rendement (T.)	Prix (pesos 2007)
1991	13 515			3 850	26 188			3 850
2002	17 825	49 105	2,75	1 786	26 040	66 237	2,29	1 863
2004	18 700	65 156	3,48	1 965	24 250	54 151	2,23	1 917
2007	22 930	91 894	4,01	2 728	27 612	70 751	2,32	2 541
Variation 2002/2007 (%)	28,6	87,1	45,8	52,7	6,0	6,8	1,2	36,4

Source : SIAP-SAGARPA, Anuario agropecuario INEGI, VII Censo Agropecuario y Ejidal 1991.

* Municipalités de Isla, José Azueta et Texistepec.

** Municipalités de Hueyapan, et Sotepan.

d'association contractuels avec le secteur agro-industriel [Brun, 2008], le maintien d'une spécialisation céréalière dans la Sierra de Santa Marta est d'abord lié à la faiblesse des alternatives économiques⁷.

La tendance au renforcement de la spécialisation agricole n'est pas réductible à l'évolution des prix relatifs, qui a été globalement défavorable à la culture du maïs, nous l'avons vu. Elle va au rebours des analyses portant sur les adaptations des familles rurales au Mexique, qui insistent sur l'importance des formes de diversification non agricole et des migrations de travail dans les processus de restructuration des organisations domestiques et locales⁸. L'enquête met au contraire en évidence le rôle central des activités associées à la production agricole dans la formation du revenu des ménages dans les zones étudiées, en dépit de la faiblesse des dotations en facteurs des exploitations agricoles. Cette situation est certes influencée par les critères de ciblage de l'échantillon sur des contextes caractérisés par le maintien des indices de production agricole. Elle relativise toutefois les conclusions d'études conduites antérieurement dans la même région, qui concluaient à une évolution forte des stratégies des ménages, en faveur d'une mobilité accrue dans les marchés du travail national et international [Quesnel, del Rey, 2005].

L'enquête met ainsi en évidence une proportion très minoritaire des ménages sans activité agricole : seuls 49 ménages sur 320 (13,4 % de l'échantillon dans la Sierra de Santa Marta et 14,5 % dans les terres basses) n'ont aucune activité agricole et tirent leurs revenus de la fourniture de services (commerce, transport, construction) ou du travail salarié. Les revenus de l'agriculture, qu'ils correspondent à l'autoconsommation, à la commercialisation de produits ou aux salaires agricoles, constituent 60 % du revenu total de l'échantillon – avec un minimum de 53 % et un maximum de 67 % selon les quintiles – loin devant les activités tertiaires (22 %). Hors salaires agricoles, cette part varie entre 26 et 65 %, ce qui, de toute façon représente un niveau très supérieur à celui qui est généralement évoqué dans le milieu rural mexicain [INEGI, 2007].

L'importance des activités productives agricoles croît par ailleurs avec le revenu. Elle est plus forte dans les terres basses, à l'exception des ménages les plus pauvres qui sont globalement exclus de toute forme d'accès à la terre. Cette caractéristique est associée aux niveaux de productivité supérieurs (rendements et productivité du travail mécanisé) qui soutiennent le développement de la céréaliculture dans les zones inondables des terres basses. Dans tous les cas, la culture du maïs demeure la composante dominante des systèmes de production, ainsi que la principale source de revenus (agricoles et salariaux) pour l'ensemble des strates de l'échantillon.

7. Cette hypothèse est par ailleurs couramment avancée pour expliquer la « surprenante résistance » de la céréaliculture mexicaine [Lederman, Maloney, Servén, 2005 ; Winters, McCulloch, McKay, 2004].

8. Voir Appendini, Verduzco [2002] ; Arias [2005] ; Carton de Grammont [2004] ; Carton de Grammont, Lara, Sánchez [2004] ; Estrada Iguíniz [2005] ; Lara [2005] ; Winters, Davis, Corral [2002] et, dans le cas du Sud de Veracruz, Quesnel, del Rey [2005] ; Léonard, Quesnel, del Rey [2005].

Selon les entrevues réalisées parallèlement à l'enquête, le poids de la production de maïs s'est accru durant la période de libéralisation, malgré l'évolution adverse des prix relatifs. Des cultures commerciales pratiquées antérieurement, telles que le riz dans les terres basses, la papaye et le piment dans la Sierra de Santa Marta, ont considérablement reculé, alors que, parallèlement, les plantes alimentaires associées traditionnellement au maïs (comme le haricot et les tubercules) étaient abandonnées. Si la part relative du maïs dans le revenu agricole diminue avec le niveau de richesse des ménages (tout en demeurant très importante : de 95 % au niveau du premier quintile, à 75 % dans le quintile V, où l'élevage bovin remplit une fonction de diversification et de capitalisation), sa participation dans le revenu total s'accroît avec celui-ci, pour passer de 25 % parmi les ménages les plus pauvres, qui obtiennent la majeure partie de leurs ressources du travail salarié, à environ 50 % chez les plus riches (tableau 2).

Tableau 2 – Participation de la production de maïs à la formation du revenu annuel des ménages

Quintiles de revenu	I	II	III	IV	V
Revenu net de la production de maïs (pesos 2007)	4 681	12 229	18 118	33 222	78 706
Part autoconsommée (%)	9,8	7,5	4,5	2,9	1,3
% du revenu agricole total	94,7	93,4	86,1	81,8	74,6
% du revenu total du quintile	24,1	32,4	36,9	41,9	48,8

Sources : enquête RuralStruc, Banque mondiale-FLACSO.

Cette situation est associée à la diffusion de paquets techniques à haute productivité (semences hybrides, engrais, herbicides, insecticides, mécanisation), avec une incidence particulièrement marquée dans les zones les mieux dotées en facteurs de production, comme c'est le cas des terres basses. Cette évolution a induit un changement des pratiques d'approvisionnement et de consommation, dans le sens de l'augmentation de la fonction monétaire du maïs et de la réduction de ses fonctions alimentaires et d'échange dans les réseaux sociaux [Rice, Smale, Blanco, 1997]⁹. Elle se traduit notamment dans le bas niveau global de

9. La contrainte financière posée par l'acquisition des nouvelles technologies agricoles, d'une part, la sensibilité des semences hybrides aux conditions de stockage traditionnelles (qui les exposent aux attaques de rongeurs ou de charançons), d'autre part, incitent les producteurs à vendre la quasi totalité de leur récolte dès qu'elle a été effectuée, quitte à s'approvisionner ensuite à travers le marché.

l'autoconsommation : celle-ci ne représente jamais plus de 10 % de la production de maïs, bien que cette culture fournisse la quasi-totalité (95 %) du revenu agricole des ménages concernés (tableau 2).

Une structure tripartite des revenus et de fortes inégalités sociales et spatiales de distribution

La comparaison de la structure des revenus dans les deux zones met en évidence, en premier lieu, une situation comparable dans les quatre premiers quintiles, mais aussi une concentration nette de ces revenus au niveau des 49 ménages les plus riches des terres basses (tableau 3) : ces derniers (le tiers de l'échantillon de la zone) perçoivent un revenu moyen équivalent à 39 % du revenu total de l'échantillon. Cette structure met en évidence trois chapitres principaux dans la formation des revenus : les activités productives réalisées sur l'exploitation, dont les revenus progressent de façon régulière au sein des quatre premiers quintiles, avant de croître sensiblement chez les ménages les plus riches ; les activités, principalement salariées, qui sont réalisées hors de l'exploitation, dont la contribution relative suit une évolution similaire dans les deux zones et inverse à la précédente ; et enfin les transferts publics, qui suivent un schéma de répartition apparemment corrélé positivement au revenu des ménages, nous y reviendrons.

Si l'on excepte les ménages intégrant le quintile supérieur, ces revenus sont fortement concentrés autour du seuil de pauvreté. Dans les terres basses et la Sierra de Santa Marta, le revenu moyen se situe à des niveaux respectivement 4 et 7 fois inférieurs au PIB *per capita* national¹⁰. 28,4 % des ménages enquêtés se trouvent sous le seuil de pauvreté absolue (39 % dans la Sierra de Santa Marta et 16 % dans les terres basses) et près de 36 % sous le seuil de pauvreté relative, dite « de capacités » (respectivement 47 et 25 % dans les deux zones) (figure 2)¹¹ ; ces indices sont supérieurs à ceux qu'établissent les évaluations officielles pour l'ensemble des zones rurales en 2006 – 24,5 et 32,7 % respectivement [CONEVAL, 2008]. Il convient en outre de noter l'importance des transferts publics dans la formation des revenus au niveau de l'ensemble de l'échantillon, et singulièrement pour les catégories les plus pauvres. Il s'agit d'un point sur lequel nous insisterons plus avant, mais nous pouvons d'ores et déjà mentionner que, en éliminant ces transferts, 36 % des ménages se trouveraient en dessous du seuil de pauvreté absolue et 45 % sous le seuil de pauvreté relative, cette proportion atteignant plus de 55 % de l'échantillon dans la Sierra de Santa Marta.

10. Soit environ 12 780 dollars en 2008 [Banco de México, 2009].

11. El consejo nacional de evaluación de la política de desarrollo social (CONEVAL) définit la pauvreté absolue comme l'incapacité du ménage à subvenir à ses besoins alimentaires de base. En 2008, ce niveau s'établissait à 665 pesos (62 dollars) par personne et par mois. La « pauvreté de capacité » correspond à une incapacité additionnelle à pourvoir aux frais de santé et d'éducation de la famille. En 2008, ce seuil était évalué à 787 pesos (73 dollars) par personne et par mois.

Tableau 3 – Structure du revenu annuel des ménages par zone et strate de revenu¹² (pesos 2007)

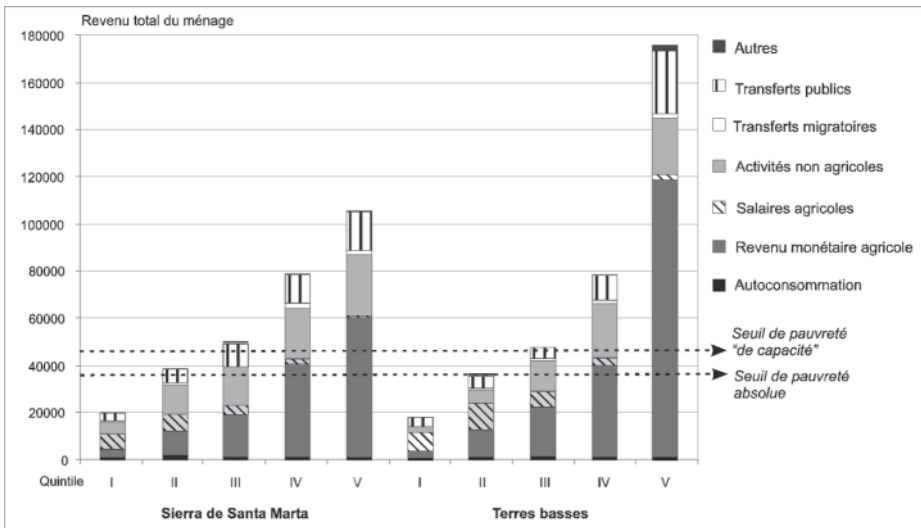
Quintiles	Effectif total	Sierra Santa Marta					Terres Basses				
		Nombre de ménages	Revenu moyen total	Revenu agricole	<i>Off Farm</i>	Transferts publics	Nombre de ménages	Revenu moyen total	Revenu agricole	<i>Off Farm</i>	Transferts publics
I	64	49	19 718	5 248 (26,6 %)	11 100 (56,3 %)	3 696 (18,7 %)	15	18 291	3 871 (21,2 %)	10 348 (56,6 %)	3 872 (21,2 %)
II	64	41	38 447	12 932 (33,6 %)	19 580 (50,9 %)	5 423 (14,1 %)	23	36 702	13 376 (36,4 %)	16 561 (45,1 %)	5 634 (15,3 %)
III	64	36	50 460	19 419 (38,5 %)	20 217 (40,1 %)	9 891 (19,6 %)	28	47 782	22 842 (47,8 %)	19 745 (41,3 %)	4 624 (9,8 %)
IV	64	34	79 552	40 811 (51,3 %)	23 627 (29,7 %)	12 570 (15,8 %)	30	79 192	40 408 (51 %)	26 528 (33,5 %)	10 950 (13,9 %)
V	64	15	105 948	61 391 (57,9 %)	26 300 (24,8 %)	16 327 (15,5 %)	49	176 487	119 669 (67,8 %)	26 050 (14,8 %)	26 268 (15 %)
Total	320	175	49 446	21 688 (43,9 %)	18 699 (37,8 %)	8 142 (16,5 %)	145	91 277	55 733 (61,1 %)	21 802 (23,9 %)	13 266 (14,5 %)

Sources : enquête RuralStruc Banque mondiale-FLACSO.

12. Ne sont ici mentionnées que les trois principales catégories de revenus (agricole, travail hors de l'exploitation, transferts publics), qui composent entre 92 % et 99 % du revenu total de chaque catégorie. Les autres sources (transferts privés, rentes, divers) ne représentent jamais plus de 3 % de ce total.

Les données de l'enquête restituent ainsi un schéma de distribution du revenu marqué par l'inégalité. Au niveau régional, les 115 ménages se trouvant sous le seuil de pauvreté relative (36 % de l'échantillon) se répartissent 13 % du revenu total. À l'autre extrémité du spectre de distribution, les 13 ménages les plus riches (4 % de l'échantillon) perçoivent 20 % de ce revenu, les cinq familles les mieux dotées concentrant à elles seules 10 % du total. Toutes ces familles résident dans les terres basses. Le déséquilibre dans la répartition de la valeur créée apparaît particulièrement accentué dans cette zone, où l'on retrouve les trois quarts des intégrants du cinquième quintile de revenus (dont 18 des 20 foyers disposant d'un revenu annuel supérieur à 14 000 dollars), mais aussi la moitié des 20 ménages les plus pauvres – qui ont un revenu inférieur à 1 200 dollars. Cette zone présente également les plus forts indices de spécialisation dans l'agriculture commerciale et les plus hauts niveaux de productivité agricole.

Figure 2 – Structure des revenus des ménages par quintile de revenu et par zone (pesos 2007)



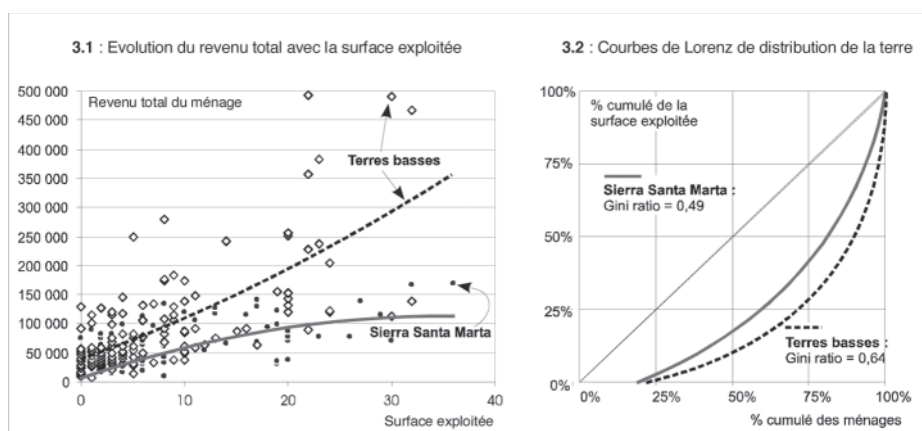
Sources : enquête RuralStruc Banque mondiale-FLACSO.

Ces inégalités apparaissent corrélées de manière significative avec l'accès des ménages à la terre (figure 3). De façon cohérente avec le poids des activités agricoles dans la formation des revenus, ces derniers progressent de façon relativement régulière avec la surface exploitée par les ménages (en propriété ou en location¹³). Cette progression est toutefois beaucoup plus marquée dans les terres basses

13. 102 des 271 ménages ayant une activité agricole (37.6 %) exploitent une terre qui leur est prêtée ou louée. Les deux-tiers de ces exploitants ne possèdent aucune terre propre. Symétriquement, 30 des 200 propriétaires fonciers de l'échantillon (soit 15 %) déclarent céder des terres en fermage ou en prêt. Cette proportion est nettement supérieure dans la Sierra de Santa Marta, où elle implique 23 % des propriétaires, que dans les terres basses, où ils ne sont que 9 %.

(figure 3.1) : les rentes de fertilité associées aux crues fluviales et les économies d'échelle permises par la mécanisation y induisent des gains de productivité plus que proportionnels à l'accroissement de la surface cultivée. Dans la Sierra de Santa Marta, en revanche, la permanence d'une culture manuelle limite les gains de productivité obtenus d'un accroissement de la surface cultivée et conduit au plafonnement plus rapide du revenu agricole¹⁴. Ces caractéristiques, combinées à un schéma de distribution foncière fortement inégal dans les terres basses – où le développement de la céréaliculture mécanisée conduit à l'expansion de certaines exploitations par location de terres et à un coefficient de Gini de 0,64, particulièrement élevé (figure 3.2) –, expliquent l'ampleur des inégalités de revenu à l'échelle de cette zone, mais aussi, de façon plus large, au niveau de l'ensemble de l'échantillon.

Figure 3 – Distribution de la terre et du revenu



Sources : enquête RuralStruc Banque mondiale-FLACSO.

Au total, bien qu'il soit de moindre taille (145 ménages contre 175), l'échantillon des terres basses perçoit un revenu total supérieur de moitié à celui de la Sierra de Santa Marta (13 500 000 pesos contre 8 650 000), et le revenu moyen y est supérieur de 85 % (91 277 pesos contre 49 456 pesos). Cet écart s'explique essentiellement par les différences de productivité dans les deux zones : le revenu agricole moyen dépasse ainsi de plus d'une fois et demie celui perçu dans la Sierra (56 670 pesos contre 21 700 pesos). Nous verrons dans la partie suivante le rôle ambigu joué par les nouvelles politiques publiques d'appui à l'agriculture familiale et de traitement de la pauvreté dans la dynamique de ces inégalités de revenu.

14. Au-delà d'un certain seuil de surface, ces conditions de production encouragent la diversification/reconversion des exploitations dans l'élevage bovin, une activité plus extensive en termes de revenus par hectare.

Les transferts publics au centre du processus d'ajustement des ménages

Variété et couverture socio-spatiale des programmes publics : un rôle central d'accompagnement de l'ajustement du secteur agricole

Nous l'avons vu, les transferts publics constituent la troisième source de revenus de l'échantillon, après les productions commercialisées et les activités salariées (agricoles et non agricoles), mais devant les formes d'auto-emploi (commerce, services, artisanat), les transferts migratoires et l'autoconsommation, avec une part moyenne supérieure à 15 %. Ces transferts ont constitué et demeurent un facteur essentiel dans l'accompagnement de la transition économique des ménages. Au-delà des compensations monétaires qu'ils fournissent aux groupes les plus vulnérables au processus d'insertion compétitive, des travaux empiriques ont mis en évidence les effets multiplicateurs de ces programmes sur les revenus agricoles [Sadoulet, de Janvry, Davis, 2001]. Ils constituent une gamme complexe de ressources qui sont focalisées vers des catégories particulières de la population rurale et dont la distribution est organisée selon les deux thèmes principaux de l'intervention publique : la protection sociale des groupes vulnérables et l'appui aux activités productives des ménages en situation de « désavantage compétitif ». À l'échelle de l'échantillon, pas moins de 14 types de transferts publics directs ont ainsi été identifiés – 9 orientés vers la protection sociale, 5 vers l'appui aux producteurs agricoles –, qui conjointement ont bénéficié à 264 ménages, c'est-à-dire à 86 % des personnes ayant fourni une information à ce sujet (tableau 4).

Parmi ces transferts, deux programmes se distinguent, qui constituent depuis le milieu des années 1990 le fer de lance de la politique d'appui aux groupes vulnérables. Oportunidades est un fonds de lutte contre la pauvreté qui fournit des subventions directes aux ménages pauvres, sous forme de bourses scolaires, d'assistance médicale et de compléments alimentaires [Escobar Latapí, 2000 ; Levy, Rodríguez, 2004 ; Cortés, Banegas, Solis, 2007]¹⁵. Le Programme d'appui aux campagnes, Procampo, a été mis en place en 1994, dans la perspective de l'entrée en vigueur de l'ALENA, et consiste en une subvention fixe par hectare cultivé, dont le montant est dissocié des niveaux de production et réévalué chaque année¹⁶. Conjointement, ces deux programmes ont concerné 256 familles au sein de l'échantillon, c'est-à-dire 83 % de ceux qui ont explicité leur situation vis-à-vis des transferts publics directs.

15. Le programme Oportunidades, comme son prédécesseur Progresa (1997-2002) constituent l'exemple le plus achevé de transfert ciblé de lutte contre la pauvreté, combinant des objectifs de court, moyen et long terme, dans une vision intégrée de réduction des facteurs de marginalisation. Sa méthode de ciblage est orientée vers l'élimination de toute forme d'intermédiation entre l'administration fédérale en charge du programme et les familles bénéficiaires, afin d'en limiter les possibilités de détournement et d'usage politique par les groupes de pouvoir local [Adato, 2004 ; Levy, Rodríguez, 2004 ; Hevia, 2010]. Oportunidades est couramment considéré comme le *gold standard* des programmes de lutte contre la pauvreté et a inspiré la mise en œuvre d'instruments similaires dans une majorité des pays d'Amérique latine.

16. En 2007, le montant de Procampo était de 963 pesos (89 dollars) par hectare et par cycle de culture (pluvial et d'humidité), mais il pouvait atteindre 1 160 pesos (107 USD) pour les exploitants de moins de 5 hectares et pour le cycle pluvial uniquement.

Tableau 4 – Distribution des programmes publics parmi les ménages de l'échantillon (en %)

	Programme	Sierra Santa Marta	Terres basses	Total
Programmes sociaux	Oportunidades	79,4	72,4	76,3
	Appui aux journaliers agricoles	0,0	1,0	0,3
	Emploi saisonnier	0,0	1,4	0,6
	Habitat rural	1,7	0,0	1,0
	Fonds de développement régional	0,6	0,0	0,3
	Distribution de lait	0,0	1,0	0,3
	Aides aux personnes âgées	4,6	5,2	5,0
	Bourses scolaires	0,0	1,0	0,3
	Assurance sociale populaire	6,3	2,8	4,7
Programmes d'appui aux activités agricoles	Procampo	23,4	23,5	23,4
	Promaf	6,3	6,3	6,3
	Appui à l'élevage (Progan)	0,6	0,7	0,6
	Fonds d'appui aux projets productifs	0,0	1,4	0,6
	Programme forestier	1,1	1,4	1,3
Sans programme d'appui connu	Pas de programme	9,1	19,3	13,7
	N'ont pas répondu	5,7	1,4	3,8

Sources : enquête RuralStruc Banque mondiale-FLACSO.

Un autre programme d'appui aux petits producteurs agricoles a une incidence significative dans la région. Le Promaf correspond à la mise en place d'incitations à la modernisation et à l'insertion compétitive, orientées à réduire les asymétries dont pâtissent les petits producteurs dans l'accès aux marchés du crédit, des intrants et des produits. Le programme alloue des crédits de campagne à faible taux d'intérêt pour l'acquisition de technologies de haute productivité (semences hybrides, engrais,

herbicides, insecticides)¹⁷, à des groupes de producteurs formellement constitués [Brun, 2008]. En 2007, un total de 5 428 producteurs dans la Sierra de Santa Marta et de 4 482 dans les terres basses ont ainsi bénéficié d'appuis du Promaf [FIRCO, 2008]. Bien que ces appuis n'ont formellement concerné qu'une minorité de l'échantillon, les données qualitatives collectées dans les zones étudiées, en particulier dans la Sierra de Santa Marta indiquent que leur distribution atteint une population beaucoup plus large, à travers les réseaux sociaux. Conjointement aux financements de Procampo, ils jouent un rôle essentiel dans le maintien de la production céréalière dans un contexte économique défavorable aux petits producteurs.

La part du revenu familial fournie par les transferts publics est particulièrement significative pour les ménages les plus pauvres, pour lesquels ils constituent 17,3 % du revenu brut total. Il est à noter toutefois que la contribution des transferts publics dans la formation du revenu ne souffre pas de fluctuation importante à mesure que le niveau de richesse augmente. Elle n'est jamais inférieure à 14,5 % du revenu total et ce niveau minimum n'est pas atteint dans la strate des ménages les plus riches, mais parmi les familles qui composent le second quintile (tableau 3).

La concentration des transferts publics vers les plus hauts revenus

La captation d'une part importante des appuis destinés aux catégories sociales vulnérables par les strates supérieures de revenu s'inscrit en effet comme une caractéristique centrale de leur distribution. Le quintile des ménages disposant des revenus les plus élevés reçoit ainsi un volume de transferts *sept* fois plus élevé que celui qui parvient au quintile le plus pauvre et supérieur de 50 % au montant total des subventions allouées aux ménages des quintiles I à III (tableau 5). Cette inégalité a une dimension spatiale forte : les terres basses, où vivent les trois-quarts des ménages les plus riches, bénéficient d'un niveau moyen de subvention supérieur de 45 % à celui que perçoit la Sierra de Santa Marta, qui est pourtant considérée comme une zone de haute marginalité sociale et constitue à ce titre un objet prioritaire des politiques d'appui au milieu rural.

Cette situation est en grande partie attribuable au poids du programme Procampo dans le montant des subventions. Bien que seulement le quart des ménages déclarant percevoir un appui public y ont accès, ce programme représente 57 % du volume des transferts. Il est largement approprié par les acteurs exploitant les plus grandes surfaces, suivant un schéma de concentration particulier parmi les plus grands producteurs céréalières des terres basses. La moitié des bénéficiaires de Procampo appartiennent ainsi au dernier quintile de revenu et celui-ci concentre près des deux tiers du montant transféré par ce programme à l'ensemble de l'échantillon (tableau 5). Ce caractère régressif de Procampo au regard du revenu a par ailleurs été abondamment documenté dans la littérature au niveau national [Scott, 2008 ; Fox, Haight, 2010].

17. Ces crédits sont fournis par le FIRA (Fideicomisos Instituidos en Relación con la Agricultura), institution publique qui prête à de très faibles taux à des banques commerciales et des intermédiaires financiers accrédités pour des lignes de financement spécifiques, mais aussi à des municipalités qui peuvent remplir ces fonctions de médiation financière.

Tableau 5 – Accès aux transferts publics par zone et niveau de revenu

	Quintiles	% ménages avec Procampo	% avec programmes sociaux	% ménages percevant des transferts	% du total des transferts	Montant moyen (\$ 2007)	% du revenu des ménages bénéficiaires	% du revenu du quintile
Région	I	3,1	60,9	62,5	6,3	4 886	25,6	16,9
	II	14,1	82,8	84,4	10,3	6 768	17,5	14,9
	III	20,3	81,3	81,3	14,2	9 408	17,1	16,4
	IV	31,3	84,5	87,5	22,1	12 725	16,4	14,2
	V	45,4	75	84,4	47,2	29 183	18,2	15,1
	<i>Total</i>	<i>22,8</i>	<i>76,9</i>	<i>80</i>	<i>100</i>	<i>11 184</i>	<i>18,4</i>	<i>15,6</i>
Sierra Santa Marta	I	3,6	65,5	67,5	5	4 350	20,8	16,2
	II	17,9	87,2	89,7	7,2	7 172	17,4	14,1
	III	30,4	82,4	82,4	11,8	11 869	22,0	19,6
	IV	43,8	87,5	93,8	12	12 951	16,3	15,8
	V	40	86,7	100	9	16 327	15,4	15,5
	<i>Total</i>	<i>22,3</i>	<i>79,4</i>	<i>82,9</i>	<i>45</i>	<i>9 705</i>	<i>17,9</i>	<i>16,3</i>
Terres basses	I	0	33,3	33,3	2,2	8 298	37,6	21,2
	II	8,0	76	76	4,8	6 480	17,6	15,3
	III	10,7	80	80	5,3	6 813	13,9	9,8
	IV	23,3	81,3	81,3	10	12 635	16,4	13,9
	V	46,9	71,4	79,6	33,7	33 119	18,4	15
	<i>Total</i>	<i>23,5</i>	<i>73,8</i>	<i>76,6</i>	<i>55</i>	<i>17 453</i>	<i>18,7</i>	<i>14,5</i>

Sources : enquête RuralStruc 2008, Banque Mondiale-FLACSO.

Si la concentration des transferts apparaît logique s'agissant des appuis productifs, dont le montant est indexé à la surface cultivée, elle est plus surprenante dans le cas des subsides sociaux. L'accès au programme Oportunidades est en effet régulé par une méthodologie sophistiquée, qui vise à identifier les ménages les plus pauvres au sein des zones marginalisées, sur la base d'indicateurs objectifs, élaborés à partir d'une enquête directe [Escobar Latapí, 2000 ; Adato, 2004 ; Levy, Rodríguez, 2004]. Cette méthode exclut a priori les ménages aisés. Toutefois, des études récentes ont montré que l'élargissement de la couverture du programme, à partir de 2002, a conduit à inclure des segments de population qui ne vérifiaient pas les critères initiaux de pauvreté¹⁸. En particulier, son extension à des localités de moindre marginalité, plus hétérogènes du point de vue des inégalités de revenu, comme c'est le cas dans les terres basses, a pu donner lieu à des erreurs significatives d'inclusion de bénéficiaires [Cortés, Banegas, Solis, 2007 ; Hevia, 2010]¹⁹. Symétriquement, la situation précaire des ménages les plus pauvres, qui conduit certains d'entre eux à des déplacements de travail pendulaires, au sein de la région ou hors de celle-ci, peut constituer un obstacle au respect des conditionnalités d'accès aux subsides, qui imposent notamment une assistance suivie des enfants à l'école et de leur mère au centre de santé du village.

Ce biais se reflète dans la forte incidence de Oportunidades parmi les ménages du quintile V : le taux de bénéficiaires s'y élève à 75 %, un niveau comparable à celui observé pour les quintiles II et III et significativement plus élevé que celui observé chez les ménages les plus pauvres. Cette situation n'a pas non plus de rapport avec le classement des localités dans les zones prioritaires du dispositif de lutte contre la pauvreté : si la totalité des villages de la Sierra de Santa Marta vérifie ce critère, ce n'est pas toujours le cas des localités riveraines des zones inondables, où sont situées la plupart des grandes exploitations céréalieres, lesquelles bénéficient pour plus de 70 % de Oportunidades.

Au total, les familles les plus aisées sont aussi celles qui présentent les plus forts taux d'accès aux transferts publics, avec 87,5 et 84,4 % de bénéficiaires parmi les ménages des quintiles IV et V. Ces familles captent près de 70 % du montant total des appuis alloués à l'ensemble de l'échantillon, avec une concentration de presque la moitié (47 %) au bénéfice du cinquième quintile. Dans chacune des deux zones, les ménages les plus riches perçoivent un volume de transferts publics quatre fois supérieur à celui qui parvient aux familles les plus pauvres. De façon significative, le degré d'inéquité dans la distribution des subventions est plus élevé dans les terres basses, une zone où le revenu moyen est

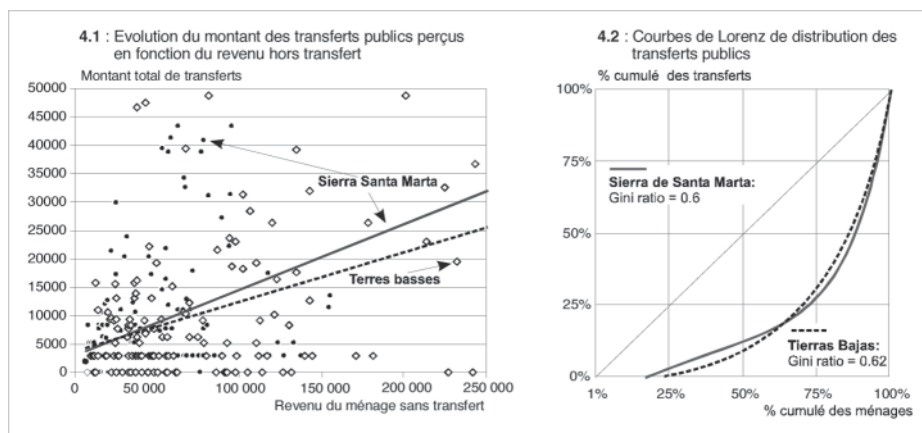
18. La couverture du programme est ainsi passée de 300 000 ménages aux débuts de Progresa, en 1997, à plus de cinq millions en 2007 [Cortés F., Banegas I., Solis P., 2007].

19. L'administration du programme a instauré des mécanismes d'auto-évaluation communautaire pour corriger ces erreurs d'inclusion ou d'exclusion. Les analyses s'accordent toutefois à considérer inefficaces ces assemblées communautaires [Adato, 2004 ; Escobar Latapí, González de la Rocha, 2005 ; Tucker, 2010]. On peut en particulier estimer que l'inclusion de ménages relativement aisés est d'autant mieux acceptée socialement que l'extension du programme n'a pas remis en cause l'accès des plus pauvres à ses bénéficiaires et a permis, parallèlement, l'incorporation de familles qui en avaient été initialement marginalisées (pour cause d'omission ou d'absence).

nettement supérieur à celui de la Sierra de Santa Marta, mais qui héberge des ménages parmi les plus pauvres de l'échantillon : seulement la moitié des membres du quintile I y bénéficie de transferts sociaux.

On observe de la sorte une relation positive entre le niveau du revenu total et celui des transferts publics (figure 4.1). Les courbes de distribution des subsides dans les deux zones étudiées mettent par ailleurs en évidence des taux particulièrement élevés de concentration – avec des indices de Gini supérieurs ou égaux à 0,60 (figure 4.2). Loin de contribuer à la réduction des écarts de revenu, ces niveaux de concentration paraissent participer aux disparités de richesse au sein des deux zones. L'ensemble de ces indicateurs suggère que les transferts publics jouent un rôle ambigu et partiellement contradictoire : d'un côté ils ont une fonction centrale et indiscutable d'amortisseur de l'ajustement pour les ménages les plus pauvres ; mais de l'autre, ils opèrent dans le sens du renforcement des inégalités de revenu²⁰.

Figure 4 – Schémas de distribution des transferts publics parmi les ménages de l'échantillon



Sources : enquête RuralStruc 2008, Banque Mondiale-FLACSO.

Le renforcement des disparités socio-spatiales

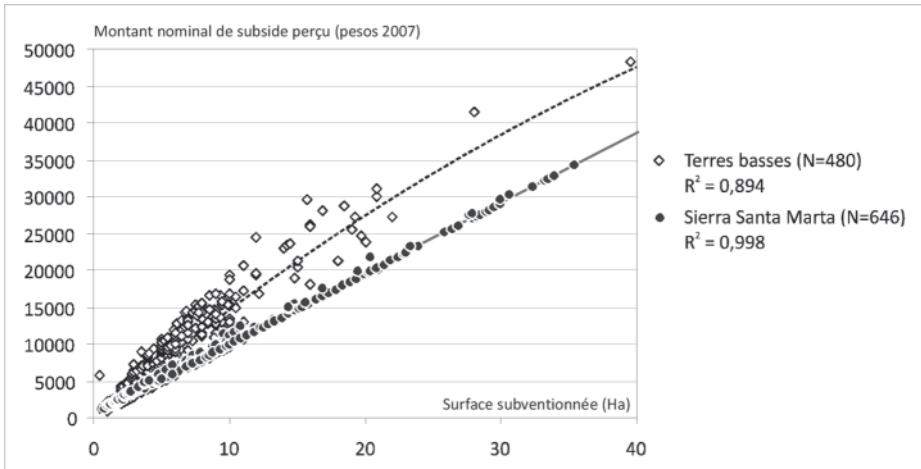
Les informations publiées par le gouvernement mexicain sur l'identité des bénéficiaires de transferts publics et le montant de ces transferts permettent d'élargir l'univers de l'analyse à l'ensemble des ménages bénéficiaires des appuis de Procampo dans les localités qui ont fait l'objet de l'enquête. La stratification de la population bénéficiaire en fonction du montant perçu met en évidence des

20. Ces résultats sont conformes à l'analyse livrée par Scott [2008], à partir des données de l'Enquête nationale sur le revenu des ménages (ENIGH) de 2006. Celle-ci pointe une concentration des transferts sociaux vers les catégories de plus haut revenu, en raison du caractère régressif d'une majorité des programmes redistributifs – mais à l'exception notable de Oportunidades. Le décile de revenus supérieurs capte ainsi des transferts deux fois plus importants que le décile le plus pauvre [op. cit., p. 33].

schémas de concentration similaires à ceux que révèle l'enquête (tableau 6). Dans les deux zones, le montant moyen de l'appui public double d'un quintile de bénéficiaires de Procampo à l'autre, pour aboutir à une concentration d'environ 45 % du total au niveau des 20 % des exploitations qui cultivent les plus grandes surfaces. Cette concentration ne constitue pas une surprise, mais la magnitude du phénomène dans la Sierra de Santa Marta, où il apparaît plus aigu que dans les terres basses, n'avait pas été saisie par l'enquête RuralStruc.

Un aspect singulier mis en évidence par les données officielles concerne la relation, distincte dans les deux zones, entre la surface inscrite au registre du programme par chaque bénéficiaire et le montant assigné à celui-ci : tout se passe comme si, à surface égale, une prime était allouée aux producteurs des terres basses comparativement à leurs homologues de la Sierra (figure 5). Le niveau élevé de la corrélation ne laisse aucun doute quant à l'existence de conditions différenciées d'accès au programme dans les deux zones.

Figure 5 – Distribution de Procampo en fonction de la surface enregistrée en 2007



Sources : Subsidios al Campo [2008a, b, c, d, e].

Cette différence ne peut être expliquée par le décalage des principaux cycles de culture dans ces deux zones – prédominance de la culture pluviale dans la Sierra, de la production en humidité résiduelle, après la décrue, sur les berges des fleuves dans les terres basses. La norme officielle établit en effet un montant de Procampo plus élevé à l'occasion du cycle pluvial, une prime étant de surcroît allouée aux producteurs de moins de cinq hectares, dont le nombre relatif est plus élevé dans la Sierra de Santa Marta. Cette discrimination, favorable aux petits agriculteurs pluviaux, devrait donc se traduire en avantage net au bénéfice des

Tableau 6 – Distribution de Procampo par quintiles de bénéficiaires en 2007

Quintiles de bénéficiaires	Terres Basses (N = 480)				Sierra de Santa Marta (N = 646)			
	Nombre de producteurs	Surface moyenne (has)	Montant moyen (pesos 2007)	% du total distribué	Nombre de producteurs	Surface moyenne (has)	Montant moyen (pesos 2007)	% du total distribué
I	96	2,2	2 321	6,0	129	1,8	2 000	4,8
II	96	4,4	4 596	11,5	130	3,4	3 750	9,3
III	96	6,3	6 476	15,3	129	5,4	5 717	14,3
IV	96	9,4	9 586	23,4	129	9,7	9 585	24,1
V	96	18,1	17 988	43,8	129	20,2	19 530	47,5
Total	480	8,0	8 134	100,0	646	8,0	8 069	100,0

Source : Subsidios al Campo [2008a, b, c, d, e].

ménages de la Sierra²¹. Deux explications peuvent être avancées : soit cette situation résulte d'une posture délibérée et discriminante de l'administration agricole, qui gère l'allocation de Procampo, au bénéfice des producteurs des terres basses ; soit ces derniers, en particulier ceux qui exploitent des surfaces importantes à travers la location de terres, parviennent à accéder à un quota de subvention supérieur à celui que la normativité officielle leur alloue, par le truchement des réseaux socio-politiques locaux, et en particulier celle des organisations de producteurs²².

Les données officielles suggèrent ainsi un impact régressif des appuis productifs sur les mécanismes de différenciation entre catégories sociales et espaces au sein de l'agriculture familiale. Non seulement les gros producteurs sont mieux placés pour capter une part majeure des appuis publics indexés à la surface cultivée, mais les dispositions réglementaires mises en place pour corriger ces effets de concentration sont contournées par les réseaux de pouvoir, de telle sorte que les exploitations et les régions dotées d'avantages comparatifs sont finalement plus subventionnées que les petites exploitations des zones marginalisées.

*Politique publique et gestion de la « transition marchande »
de l'agriculture familiale : ce que nous enseigne le cas étudié*

Les résultats présentés permettent d'élaborer des hypothèses quant aux formes de recomposition des agricultures familiales confrontées à une libéralisation radicale et au rôle des politiques publiques dans l'accompagnement de ces processus. L'enquête RuralStruc s'est attachée à un contexte particulier au regard de l'insertion compétitive, en se focalisant sur des espaces de petite agriculture, caractérisés par le manque d'alternatives productives à la culture du maïs et la faiblesse des opportunités économiques non agricoles hors de l'espace régional de proximité²³.

Dans les contextes étudiés, l'enquête a mis en évidence la prévalence des situations de pauvreté, extrême ou relative, ainsi qu'une concentration forte des revenus par une strate très minoritaire d'agriculteurs, qui mettent en œuvre des techniques de céréaliculture intensive en s'appuyant sur des rentes de fertilité et des locations de terre auprès de propriétaires qui n'ont pas accès à ces techniques. Ces formes de développement de la céréaliculture marchande intensive ne semblent pas conduire à un accroissement de la demande de services de la part des exploitants concernés, qui seraient susceptibles de stimuler une diversification des

21. Voir la note 16.

22. Le site subsidiocalcampo.com révèle que, dans les terres basses, 27,2 % des cultivateurs de plus de 5 hectares ont perçu un montant de Procampo variant entre 1 120 et 1 160 pesos par hectare en 2007, bien supérieur aux 963 pesos que les règles d'opération du programme leur allouaient formellement. Le jeu des réseaux dans l'organisation de l'accès aux ressources publiques a par ailleurs été mis en évidence dans les deux zones étudiées ; voir en particulier Brun [2008] et Kuhfuss [2007].

23. Les centres régionaux de l'industrie pétrochimique, tels que Coatzacoalcos, Minatitlán et Cosoleacaque, qui avaient constitué des débouchés importants pour les migrations de travail temporaire provenant des zones rurales du Sud Veracruz au cours des années 1970 et 1980, ont compté parmi les plus durement touchés par la privatisation ou la fermeture de nombreuses entreprises publiques du secteur pétrolier au début des années 1990, au point où Coatzacoalcos a été, en 1995, la ville comptant le plus fort taux de chômage au niveau national [Sánchez-Salazar, Martínez Laguna, Martínez Galicia, 1999].

sources de revenus ruraux : les activités réalisées hors de l'exploitation demeurent contingentes de l'offre de travail agricole salarié dans les espaces de proximité et n'apparaissent pas de nature à modifier substantiellement les conditions de vie de ménages vulnérables.

Par ailleurs, les migrations de travail, dont on attendait un fort développement dans le contexte de l'ALENA, n'ont pas davantage un impact significatif dans les villages étudiés. Alors que les précédentes enquêtes réalisées dans l'ensemble régional ont mis en exergue l'incidence croissante des migrations de longue durée et à longue distance [Quesnel, del Rey, 2005], l'étude RuralStruc pointe l'hétérogénéité des situations locales. Au niveau de l'échantillon enquêté, seuls 13,4 % des ménages ont déclaré compter l'un de leurs membres en migration et les transferts monétaires associés à ces déplacements ne représentent jamais plus de 3 % du revenu total des quintiles, avec une moyenne générale de 1,5 %²⁴. 63 % des migrants proviennent en outre des deux quintiles de revenu supérieur et contribuent pour près de 70 % au total des transferts privés vers les ménages de la région. Ce résultat tend à étayer l'hypothèse selon laquelle, au moins dans leur phase initiale de socialisation, les migrations longues contribuent à renforcer les écarts de revenu au sein des sociétés rurales périphériques [Carton de Grammont, Lara, Sánchez, 2004 ; Quesnel, del Rey, 2005].

L'enquête confirme par ailleurs le rôle central des transferts publics directs dans l'accompagnement de l'ajustement structurel des ménages [Rawlings, Rubio, 2003]. Ces transferts représentent en moyenne 15 % des revenus bruts et jusqu'à 21 % pour les catégories les plus pauvres. Mais l'enquête révèle également une concentration des appuis publics destinés aux ménages pauvres, au bénéfice des espaces et des catégories les plus concernés par le développement de la céréaliculture intensive et les gains de productivité qui en résultent : les fonds transférés aux 20 % des ménages les plus riches sont supérieurs au revenu total des 20 % les plus pauvres. À travers leurs mécanismes actuels de distribution, les transferts publics contribuent ainsi à renforcer les processus de différenciation socio-spatiale qui résultent des inégalités historiques de dotation en facteurs et d'insertion dans les réseaux de pouvoir.

Finalement, l'étude de cas abordée ici souligne les risques d'impasse du processus d'insertion compétitive des ménages agricoles dans certaines régions périphériques du Mexique. Le schéma trimodal d'évolution des économies rurales avancé par le *World Development Report 2008* [World Bank, 2007] –

24. Cette situation est probablement amplifiée par l'enquête RuralStruc, dont la date de réalisation (mars 2008) a pu conduire à omettre des ménages engagés dans la migration saisonnière vers les périmètres d'agriculture maraîchère de la région Pacifique-Nord. Depuis le début des années 2000, les entreprises exportatrices de fruits et légumes de cette région opèrent des recrutements dans les villages de la Sierra de Santa Marta pour subvenir à leurs besoins en période de récolte, entre décembre et mai, ce qui conduit à l'absence prolongée de certains chefs de famille et parfois de ménages entiers [Léonard, Quesnel, del Rey, 2005]. L'absence de l'ensemble du ménage est toutefois de nature à l'exclure de l'accès aux transferts conditionnés de lutte contre la pauvreté, ce qui, a priori, limite le risque d'un biais important dans la constitution de l'échantillon enquêté.

spécialisation et intégration dans les chaînes de valeur agro-industrielles ; diversification non agricole ; sortie du milieu rural par la migration – semble opérer principalement sous sa première modalité dans les deux zones étudiées. Les formes de diversification hors du secteur agricole y sont très réduites et les migrations de travail saisies par l'enquête ne fournissent qu'une fraction très minoritaire des revenus des ménages pauvres. L'ajustement des organisations domestiques se réalise principalement à travers leur maintien dans la localité rurale, qui garantit la permanence de leur accès aux transferts publics. Leur avenir apparaît tributaire des capacités budgétaires de l'État mexicain, qui lui permettent de mettre en œuvre à une très large échelle une politique de lutte contre la pauvreté et de subvention aux petites exploitations agricoles. L'amenuisement annoncé des revenus pétroliers à moyen terme pourrait remettre en question cette capacité et mettre à jour les impasses de transition du modèle de développement agricole poursuivi depuis bientôt vingt ans.

Bibliographie

- ADATO M. [2004], « Programas de transferencias monetarias condicionadas focalizadas. Beneficios y costos sociales », in BOLTVINIK J., DAMIÁN A. (dir.), *La pobreza en México y el mundo. Realidades y desafíos*, México, Gobierno del Estado de Tamaulipas, Siglo XXI, p. 348-363.
- APPENDINI K., VERDUZCO G. [2002], « La transformación de la ruralidad mexicana : modos de vida y respuestas locales y regionales », México, *Estudios Sociológicos*, vol. 20, n° 2, p. 469-474.
- ARIAS P. [2005], « Nueva ruralidad : antropólogos y geógrafos frente al campo hoy », in ÁVILA SÁNCHEZ H. (dir.), *Lo urbano-rural, ¿nuevas expresiones territoriales ?*, México, UNAM-CRIM, p. 123-159.
- ASUAD N.E., QUINTANA L., RAMÍREZ HERNÁNDEZ R. [2007], « Convergencia espacial y concentración regional agrícola en México 1970-2003 », México, *Problemas del desarrollo, Revista Latinoamericana de economía*, vol. 38, n° 149, p. 79-111.
- BANCO DE MÉXICO [2009], *Informe anual*, 2008, México, Banco de México, 177 p.
- BRUN V. [2008], « Secteur privé et céréaliculture familiale dans le Mexique du libre-échange. Une étude dans les terres basses du sud-Veracruz », Paris, SFER, *Économie rurale*, n° 303-304-305, p. 90-107.
- CARTON DE GRAMMONT H. [2004], « La nueva ruralidad en América Latina », México, UNAM, *Revista Mexicana de Sociología*, n° 66, p. 79-300.
- CARTON DE GRAMMONT H., LARA S., SÁNCHEZ M.J. [2004], « Migración rural temporal y configuraciones familiares (los casos de Sinaloa, México y Napa y Sonoma, EE. UU) », in ARIZA M., DE OLIVEIRA O. (dir.), *Imágenes de la familia en el cambio de siglo. México*, IIS-UNAM, p. 357-386.
- CONSEJO NACIONAL DE EVALUACIÓN DE LA POLÍTICA DE DESARROLLO SOCIAL (CONEVAL) [2008], *Informe de Evaluación de la Política de Desarrollo Social en México, 2008* : <http://www.coneval.gob.mx/contenido/home/2234.pdf>, page consultée le 10 septembre 2009.

- CORTES F., BANEGAS I., SOLIS P. [2007], « Pobres con oportunidades : México 2002-2005 », *Estudios sociológicos*, vol. 25, n° 72, p. 3-40.
- ESCOBAR LATAPÍ A. [2000], « PROGRESA y cambio social en el campo en México », in VALENCIA LOMELÍ E. (dir.), *Los dilemas de la política social, ¿Cómo combatir la pobreza ?* México, Universidad de Guadalajara, ITESO, Universidad Iberoamericana, p. 257-282.
- ESCOBAR LATAPÍ A., GONZÁLEZ DE LA ROCHA M. [2005], « Evaluación cualitativa del Programa Oportunidades en zonas urbanas », 2003, in HERNÁNDEZ B., HERNÁNDEZ M. (dir.), *Evaluación externa de impacto del Programa Oportunidades*, 2003, México, Instituto Nacional de Salud Pública, Centro de Investigaciones y estudios superiores en antropología social (CIESAS), p. 295-332.
- ESTRADA IGUÍÑIZ M. [2005], « Las manifestaciones de un nuevo orden rural », in HERNÁNDEZ MORENO M.C., MAYA AMBÍA C.J. (dir.), *Los actores sociales frente al desarrollo rural*, México, AMER, Gobierno del Estado de Zacatecas, CONACyT, Editorial Praxis, p. 73-84.
- FOSTER A.D., ROSENZWEIG, M.R. [2004], « Agricultural Productivity Growth, Rural Economic Diversity, and Economic Reforms: India, 1970-2000 », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 52, n° 3, p. 509-542.
- FOX J., HAIGHT L. [2010], « Subsidios para la desigualdad. Las políticas públicas del maíz en México a partir del libre comercio », México, *Woodrow Wilson International Center for Scholars*, 193 p.
- HEVIA DE LA JARA F. [2010], « Uso político de programas sociales y nuevos intermediarios institucionales : el Programa Progres/Oportunidades en el sur de Veracruz », México, *Desacatos*, n° 34, p. 119-132.
- INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA Y GEOGRAFÍA (INEGI) [2007], *Encuesta de ingreso-gasto de los hogares para el estado de Veracruz, 2006*, Aguascalientes, Instituto nacional de estadística, geografía e informática.
- DE ITA RUBIO A. [2003], « Los impactos socioeconómicos y ambientales de la liberalización comercial de los granos básicos en el contexto del TLCAN : el caso de Sinaloa », México, *Second North American Symposium on Assessing the Environmental Effects of Trade*, 25-26 mars 2003.
- KUHFUSS L. [2007], *Enchâssement social des arrangements contractuels dans la céréaliculture marchande en zone indienne : étude de cas à Morelos, État de Veracruz, Mexique*, Montpellier, Université de Montpellier 1, mémoire de master recherche en économie et gestion du développement agricole, agro-alimentaire et rural, 130 p.
- KYDD J. [2002], « Agriculture and Rural Livelihoods: Is Globalization Opening or Blocking Paths out of Rural Poverty? », *AgREN Network Paper*, n° 121, Londres, ODI, 10 p.
- LARA S. [2005], « Características de las migraciones rurales hacia regiones hortícolas en el noroeste de México », in HERNÁNDEZ MORENO M.C., MAYA AMBÍA C.J. (dir.), *Nueva ruralidad, viejos problemas. Los actores sociales frente al desarrollo rural*, tome II, México, Asociación Mexicana de Estudios Rurales, Praxis, p. 109-126.
- LEDERMAN D., MALONEY W.F., SERVÉN L. [2005], *Lessons from NAFTA for Latin America and the Caribbean*, Palo Alto (Calif.), Stanford University Press, Washington (D. C.), The World Bank, 407 p.
- LÉONARD E., PALMA R. [2002], « Désagrarisation de l'économie paysanne et "refonctionnalisation" de la localité rurale au Mexique », *Cahiers des Amériques latines*, n° 39, p. 155-173.
- LÉONARD E., QUESNEL A., DEL REY A. [2005], *De la comunidad territorial al archipiélago familiar. Movilidad, contractualización de las relaciones familiares y desarrollo local en*

- el sur del estado de Veracruz*, México, El Colegio de México, Estudios Sociológicos, n° 64, p. 557-589.
- LEVY S., RODRÍGUEZ E. [2004], « El Programa de Educación, Salud y Alimentación, Progreso-Programa de Desarrollo Humano Oportunidades », in Levy S. (dir.), *Ensayos sobre desarrollo económico y social de México*, México, Fondo de Cultura Económica, p. 181-379.
- LOSCH B., FRÉGUIN-GRESH S., WHITE E. [2012], *Structural Transformation and Rural Change Revisited: Challenges for Late Developing Countries in a Globalizing World*, African Development Forum Series, Washington (D. C.), The World Bank, 277 p.
- MCCULLOCH N., WEISBROD J., TIMMER P. [2007], “Pathways out of Poverty During An Economic Crisis: An Empirical Assessment of Rural Indonesia?”, *Departmental Discussion Papers*, n° 131, Department of Economics, University of Goettingen, Goettingen, Germany, 38 p.
- NADAL A. [2000], *The Environmental and Social Impacts of Economic Liberalization on Corn Production in Mexico*, Gland & Oxford, Oxfam GB and WWF International, 122 p.
- NICITA A. [2004], “Who Benefited from Trade Liberalization in Mexico? Measuring the Effects on Household Welfare?”, *World Bank Policy Research Paper*, n° 3676, Washington (D. C.), The World Bank, 55 p.
- QUESNEL A., DEL REY A. [2005], *La construcción de una economía familiar en archipiélago. Movilidad y recomposición de las relaciones intergeneracionales en el medio rural mexicano*, México, El Colegio de México, Estudios Demográficos y Urbanos, n° 59, p. 197-228.
- RAWLINGS L.B., RUBIO G.M. [2003], “Evaluating the Impact of Conditional Cash Transfer Programs. Lessons from Latin America?”, *World Bank Policy Research Paper*, n° 3119, Washington (D. C.), The World Bank, 25 p.
- RICE E., SMALE M., BLANCO J.L. [1997], *Farmers’ Use of Improved Seed Selection Practices in Mexican Maize: Evidence and Issues from the Sierra de Santa Marta*, Mexico, CYMMYT. Proyecto Sierra de Santa Marta, NRG Copublication 97-01, 37 p.
- SAAVEDRA F., RELLO F. [2010], *Cambios Estructurales de las Economías Rurales en la Globalización. Programa RuralStruc – Fase II*, Mexico, The World Bank, FLACSO, 340 p., http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/RuralStruc-MEXICO_phase2.pdf, page consultée le 7 juin 2011.
- SADOLET E., DE JANVRY A., DAVIS B. [2001]. “Cash Transfer Programs With Income Multipliers: PROCAMPO in Mexico?”, *World Development*, vol. 29, n° 6, p. 1043-1056.
- SÁNCHEZ-SALAZAR M.T., MARTÍNEZ LAGUNA N., MARTÍNEZ GALICIA M. [1999], « Industria petroquímica y cambios socioeconómicos regionales en la costa del Golfo de México. El caso del sureste de Veracruz », *Investigaciones Geográficas*, Boletín del Instituto de Geografía, n° 40, p. 127-147.
- SCOTT J. [2008], “Redistributive Constraints under High Inequality. The case of Mexico, México”, *CIDE Documentos de Trabajo*, n° 441, 53 p. : <http://www.cide.edu/publicaciones/status/dts/DTE%20441.pdf>, page consultée le 25 avril 2012.
- TUCKER J. [2010], “Are Mexico’s Conditional Cash Transfers Missing the Target?”? *Policy Matters Journal*, vol. 7, n° 2, p. 4-10 : <http://policymatters.net/wordpress/wp-content/uploads/2010/05/CCTs.pdf>, page consultée le 24 avril 2012.
- WINTERS L.A., MCCULLOCH N., MCKAY A. [2004], “Trade Liberalization and Poverty: The Evidence So Far”, *Journal of Economic Literature*, vol. 42, n° 1, p. 72-115.

- WINTERS P., DAVIS B., CORRAL L. [2002], "Assets, Activities and Income Generation in Rural Mexico: Factoring in Social and Public Capital?", *Agricultural Economics*, vol. 27, n° 2, p. 139-156.
- WORLD BANK [2007], *World Development Report 2008: Agriculture for Development*, Washington DC, The World Bank, 365 p.
- ZAHNISER S., COYLE W. [2004], "U.S-Mexico Corn Trade During the NAFTA Era: New Twists to an Old Story", *Electronic Outlook Report from the Economic Research Service*, Washington DC, USDA, 20 p.

Bases de données en ligne

- CONSEJO NACIONAL DE EVALUACION DE LA POLITICA DE DESARROLLO SOCIAL (CONEVAL) [2008], *Cifras de pobreza por ingreso 2008*, http://www.coneval.gob.mx/contenido/med_pobreza/3494.pdf, page consultée le 08 octobre 2009.
- FIDEICOMISO DE RIESGO COMPARTIDO (FIRCO) [2008], *PROMAF 2007*, http://www.firco.gob.mx/transparencia/FraccionXI/PADRON_PROMAF_CIERRE2007_180408.pdf, page consultée le 05 mai 2009.
- INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA Y GEOGRAFÍA (INEGI) [1995, 2000, 2005, 2007], *Veracruz, Censo de Población y Vivienda 2000, Conteos de Población 1995 y 2005, Datos por localidad (ITER), VII Censo Agropecuario y Ejidal 2007*, http://www.inegi.org.mx/censos y conteos/consulta_interactiva_de_datos, pages consultées le 12 février 2011.
- SISTEMAS DE INFORMACIÓN GEOGRÁFICA APLICADOS (SIAP-SAGARPA) [2006], *Anuario agropecuario* : http://www.oeidrus-portal.gob.mx/portal_sispro/, page consultée le 05 mai 2009.
- SUBSIDIOS AL CAMPO [2008a], *Procampo Tradicional en Soteapan, Veracruz en 2008* : <http://www.subsidiosalcampo.org.mx/mexico/estados/veracruz/soteapan/top/PT/2008>, page consultée le 12 mai 2009.
- SUBSIDIOS AL CAMPO [2008b], *Procampo Tradicional en Hueyapan De Ocampo, Veracruz en 2008* : <http://www.subsidiosalcampo.org.mx/mexico/estados/veracruz/hueyapandecampo/2008/top/PT>, page consultée le 12 mai 2009.
- SUBSIDIOS AL CAMPO [2008c], *Procampo Tradicional en Isla, Veracruz en 2008* : <http://www.subsidiosalcampo.org.mx/mexico/estados/veracruz/isla/2008/top/PT>, page consultée le 12 mai 2009.
- SUBSIDIOS AL CAMPO [2008d], *Procampo Tradicional en Jose Azueta, Veracruz en 2008* : <http://www.subsidiosalcampo.org.mx/mexico/estados/veracruz/joseazueta/2008/top/PT>, page consultée le 12 mai 2009.
- SUBSIDIOS AL CAMPO [2008e], *Procampo Tradicional en Texistepec, Veracruz en 2008* : <http://www.subsidiosalcampo.org.mx/mexico/estados/veracruz/texistepec/2008/top/PT>, page consultée le 12 mai 2009.